

## CONVENTION CONSTITUTIVE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (C.H.U.) DE LA REUNION

### LES PARTIES A LA CONVENTION

#### ENTRE D'UNE PART,

**L'Université de La Réunion,**

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,  
dont le siège est situé au n° 15, avenue René CASSIN - BP 7151- 97715 Saint-Denis Messag Cedex 9,  
La Réunion,

représentée par son Président le Professeur Mohamed ROCHDI, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil d'administration de l'université, en date du 24 novembre 2011, agissant au nom et pour le compte de l'Université de La Réunion et plus particulièrement pour l'Unité de Formation et de Recherche en Santé, ci-après désignée par "l'U.F.R. Santé", également représentée à la présente convention par son administrateur, Madame le Professeur Pascale GUIRAUD

#### ET D'AUTRE PART,

**Le Centre Hospitalier Régional de la Réunion,**

Représenté par son Directeur Général, Monsieur Michel CALMON,  
dûment habilité aux fins des présentes  
ci-après désigné par "le C.H.R. "

**L'Université de La Réunion et le Centre Hospitalier Régional de la Réunion,**  
étant également désignés, dans le cadre de cette convention, sous le terme : les "parties "

57.2. PG



Vu le Code de l'Éducation et notamment les articles L 713-4 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6142-1 et suivants, ainsi que les articles R 6142-1 et suivants,

Vu le décret n°2004-67 du 16 janvier 2004 relatif à l'organisation du 3<sup>ème</sup> cycle des études médicales ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2004 relatif à l'organisation, au déroulement et à la validation des stages des étudiants en troisième cycle des études médicales appelés internes ou résidents ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 2004 portant détermination des inter-régions et des subdivisions ;

Vu le décret n° 2007-615 du 26 avril 2007 relatif à la création d'un Centre Hospitalier Régional (CHR) à La Réunion ;

Vu l'accord - cadre de coopération entre l'Université de La Réunion et le Centre hospitalier régional de La Réunion du 16 septembre 2008 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Université de La Réunion en date du 6 mai 2010 relative à la création de l'Unité de Formation et de Recherche en santé de La Réunion ;

Vu le décret relatif à la création d'un centre hospitalier régional à la Réunion par fusion du Centre Hospitalier Félix Guyon et du Groupe Hospitalier Sud Réunion, en date du 8 novembre 2011 ;

Vu la délibération du conseil de surveillance du Groupe Hospitalier Sud Réunion en date du **18 novembre 2011** ;

Vu la délibération du conseil de surveillance du Centre Hospitalier Félix Guyon en date du **25 novembre 2011** ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Université de La Réunion en date du **24 novembre 2011**

*Handwritten signatures: D.R. and PG*

## PREAMBULE

Le Centre Hospitalier Universitaire (C.H.U.) de La Réunion associe l'Unité de Formation et de Recherche en Santé de l'Université de La Réunion et le Centre Hospitalier Régional de La Réunion. Ce dernier comprend des structures hospitalières et de formations paramédicales implantées au Nord et au Sud de La Réunion, sur les sites du Centre Hospitalier Félix Guyon de Saint-Denis et du Groupe Hospitalier Sud Réunion de Saint-Pierre.

### **Cette spécificité justifie le caractère bipolaire du C.H.U. de La Réunion.**

Cette bipolarité s'exprime notamment au travers d'une répartition la plus équilibrée possible, que les parties s'efforceront de mettre en place, tant en termes d'activités de soins, de recours et de référence qu'en termes de recherche et d'enseignement.

Dans le cadre de départements hospitalo-universitaires inter-sites, s'appuyant sur les pôles hospitalo-universitaires, l'organisation de la recherche et de l'enseignement sera structurée en veillant à une répartition bipolaire :

- des activités de recherche,
- de la programmation des emplois de personnels hospitalo-universitaires,
- de la participation des praticiens hospitaliers aux enseignements dans le cadre de l'U.F.R. **Santé**,
- des stages hospitaliers des étudiants.

L'organisation des enseignements et des stages hospitaliers sera la plus optimale possible, l'objectif étant de limiter les mouvements quotidiens des étudiants et des enseignants entre les sites, notamment par l'utilisation des outils modernes de communication.

Le C.H.U. de La Réunion exprimera également son caractère innovant en développant le partenariat avec les C.H.U. métropolitains et notamment celui de BORDEAUX, ainsi qu'avec les établissements hospitaliers ou hospitalo-universitaires des pays de la zone Sud-Ouest de l'Océan Indien.

Il a vocation à établir des relations avec les autres structures hospitalières de La Réunion et de Mayotte.

*N.R. PG*

## TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### **Article premier - Objet :**

La présente convention a pour objet :

- de fixer la structure et les modalités de fonctionnement du Centre Hospitalier Universitaire (C.H.U.) entre l'U.F.R. Santé de l'Université de La Réunion et le Centre Hospitalier Régional de La Réunion (C.H.R.) ;
- de préciser les axes stratégiques et les modalités de mise en œuvre de la politique hospitalo-universitaire entre l'Université de La Réunion et le Centre Hospitalier Régional de La Réunion.

### **Article 2 - Périmètre du Centre Hospitalier Universitaire :**

La convention s'applique au Centre Hospitalier Régional et à l'U.F.R. Santé de l'Université de La Réunion constitutifs, ensemble, du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion.

Les départements hospitalo-universitaires (D.H.U.) inter-sites, qui auront en charge la structuration et le développement de l'enseignement et de la recherche en partenariat avec l'Université de La Réunion, sur les thématiques prioritaires identifiées, s'appuieront sur les pôles hospitalo-universitaires.

La liste des **D.H.U.** est définie d'un commun accord entre le C.H.R. et l'U.F.R. Santé. Elle est annexée à la présente convention.

Les universitaires, chercheurs et médecins des pôles participant aux activités d'enseignement et de recherche, sont nominativement agréés par le C.H.R. et l'U.F.R. Santé comme membres des D.H.U., dans le cadre de l'évaluation de ces structures par l'Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (A.E.R.E.S.)

### **Article 3 - Harmonisation des stratégies :**

Les parties s'engagent à harmoniser leurs stratégies, telles qu'elles sont formalisées dans les documents suivants :

- Le contrat pluriannuel d'établissement de l'Université de La Réunion ;
- Le contrat de projet État-Région de l'Université de La Réunion ;
- Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier Régional de La Réunion
- Le projet d'établissement du Centre Hospitalier Régional de La Réunion.

La politique d'harmonisation s'organise, pour ce qui relève de la recherche et de l'innovation, au sein du Comité de Recherche en matière Biomédicale et de Santé Publique (C.R.B.S.P.) de La Réunion, tel que défini par le décret n° 2006-1355 du 7 novembre 2006 et créé le 16 décembre 2009.

Les parties entendent consacrer cette instance en tant que cadre privilégié de leur partenariat dans les domaines de sa compétence.

#### **Article 4 - Politique de développement :**

L'Université de La Réunion et le C.H.R. de La Réunion s'engagent à coordonner leurs politiques de développement et à prévoir les moyens nécessaires, notamment dans les domaines qui suivent :

##### **Article 4.1. - Formation initiale et formation continue :**

- ↳ Article 4.1.1. La contribution à l'évaluation des besoins en formation en fonction de l'évolution prévisible de la démographie des métiers de la santé et de celle des besoins de santé ;
- ↳ Article 4.1.2. L'organisation de l'enseignement médical et des stages hospitaliers ;
- ↳ Article 4.1.3. Le suivi et l'évaluation de la qualité de la formation des étudiants dans les métiers de santé ;
- ↳ Article 4.1.4. La mise en œuvre de projets conjoints de formation professionnelle dans les métiers de la santé, tant par la formation initiale que continue, notamment la validation des acquis de l'expérience (V.A.E.) ;
- ↳ Article 4.1.5. Le projet de création d'un institut supérieur de management en santé ;
- ↳ Article 4.1.6. La mise en œuvre de la réforme «Licence, Master, Doctorat » (L.M.D.) des études paramédicales ;
- ↳ Article 4.1.7. L'accueil et la coordination des internes, notamment en année recherche, des masters et doctorants dans les laboratoires habilités de La Réunion ;
- ↳ Article 4.1.8. Les conditions de recrutement des praticiens du C.H.R. participant à l'enseignement de l'U.F.R. Santé de l'Université de La Réunion ;
- ↳ Article 4.1.9. Le développement des partenariats avec d'autres U.F.R. médicales métropolitaines dans le cadre de la politique de formation du C.H.U. de La Réunion ;
- ↳ Article 4.1.10. L'association d'autres établissements de santé ou d'organismes publics ou privés à la formation initiale et continue, dans le cadre d'une convention avec le C.H.U et l'Université de La Réunion ;

↳ Article 4.1.11. L'organisation de la formation des étudiants en santé provenant des pays de la zone océan Indien ;

↳ Article 4.1.12. Les conditions de déroulement de stages d'internes de la subdivision océan Indien effectués dans un cadre international.

#### Article 4.2. - Recherche :

↳ Article 4.2.1. Les grandes orientations et priorités de la politique de recherche menées conjointement par les parties, en association avec les établissements publics scientifiques et technologiques (E.P.S.T.) et autres organismes de recherche nationaux et internationaux ;

↳ Article 4.2.2. Les projets d'implantation de nouveaux sites de recherche ;

↳ Article 4.2.3. Les missions communes de recherche, d'expertise et d'enseignement dans un cadre de coopération élargie avec d'autres établissements de santé ;

↳ Article 4.2.4. L'organisation de la recherche, notamment dans le cadre de la délégation à la recherche clinique et à l'innovation (D.R.C.I.) de La Réunion, du centre de ressources biologiques de La Réunion et du Centre d'Investigation Clinique – Epidémiologie Clinique (CIC-EC), ainsi que d'autres structures éventuelles (pôles de compétitivité, réseaux thématiques de recherche et de soins, CYROI...) ;

↳ Article 4.2.5. Les activités de recherche conduites conjointement dans le respect des obligations réglementaires, tout particulièrement dès lors qu'il s'agit de recherche clinique ;

↳ Article 4.2.6. L'émergence de vocations pour les activités de recherche, tôt dans la formation ;

↳ Article 4.2.7. L'association d'autres établissements de santé ou d'organismes de recherche publics ou privés, nationaux ou internationaux, dans le cadre d'une convention avec le C.H.U. et l'Université.

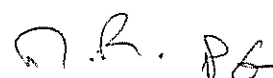
#### Article 4.3. - Attractivité :

↳ Article 4.3.1. Les orientations relatives aux profils et à la mobilité des personnels hospitaliers et des personnels universitaires, y compris à l'échelle internationale ;

↳ Article 4.3.2. Les actions et échanges internationaux ;

↳ Article 4.3.3. Les actions de communication ou de labellisation ;

↳ Article 4.3.4. La coopération avec les autres structures hospitalo-universitaires.



#### Article 4.4. - Evaluation :

↳ Article 4.4.1. La mise en place d'évaluations coordonnées des missions d'enseignement, de soins et de recherche des unités hospitalo-universitaires, conformément aux obligations réglementaires.

#### Article 4.5. - Mutualisation de certaines fonctions communes :

↳ Article 4.5.1. La gestion et l'accès à la documentation scientifique ;

↳ Article 4.5.2. La complémentarité et dans certains domaines les interconnexions des systèmes d'information ;

↳ Article 4.5.3. La valorisation de la recherche.

#### Article 5 - Coordination :

Un comité technique hospitalo-universitaire consultatif est institué pour assurer la mise en œuvre des objectifs de la présente convention et proposer aux instances hospitalières et universitaires les projets relatifs à la formation et à la recherche.

##### **Ce comité technique hospitalo-universitaire est composé de douze membres :**

- Le Président de l'Université ou son représentant ;
- Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire (C.H.U.) de La Réunion ou son représentant ;
- Le Directeur de l'U.F.R. Santé ou son représentant ;
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé océan Indien ou son représentant ;
- Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement (C.M.E.) du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion ou son représentant ;
- Le Vice-Président de la C.M.E. du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion ou son représentant ;
- Le responsable de la recherche au C.H.U. ou son représentant ;
- Le responsable de l'enseignement au C.H.U. ou son représentant ;
- Le Directeur adjoint chargé de la pédagogie à l'U.F.R. Santé ou son représentant ;
- Le Directeur adjoint chargé de la recherche à l'U.F.R. Santé ou son représentant.
- Un autre représentant de l'Université, désigné par le Président de l'Université, sur proposition du Directeur de l'U.F.R. Santé ;
- Le Recteur de l'Académie de La Réunion, Chancelier des Universités.

## **TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS ET AUX ETUDIANTS**

### **Article 6 - Personnels :**

Les personnels concernés par la présente convention sont les personnels hospitaliers et/ou universitaires titulaires, temporaires et contractuels<sup>1</sup> du Centre Hospitalier Universitaire affectés à l'U.F.R. de Santé de l'Université de La Réunion et/ou au Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion.

### **Article 7 - Stages étudiants :**

Les étudiants en médecine, les étudiants de diverses formations paramédicales, les masters et les doctorants sont accueillis dans les terrains de stages relevant de l'Université de la Réunion et/ou du C.H.U., en lien avec les référents pédagogiques ou administratifs concernés.

D'autres terrains de stage peuvent être identifiés, dans le cadre de conventions entre le C.H.U. et d'autres structures.

Leur liste nominative, assortie du nombre des étudiants affectés à chaque terrain de stage, est actualisée en tant que de besoin et tenue à disposition des autorités hospitalières par le Directeur de l'U.F.R. Santé.

### **Article 8 - Stages étudiants de troisième cycle :**

Les internes ou les étudiants étrangers de troisième cycle sont reçus, pour leurs stages, dans les services médicaux agréés dont la liste est actualisée par l'Agence Régionale de Santé océan Indien.

En vertu de la convention cadre susvisée du 26 juin 2007 désignant l'Université Bordeaux 2 comme établissement de rattachement pour les internes y effectuant tout ou partie de leur troisième cycle de formation, ces internes prennent leur inscription annuelle à l'Université de Bordeaux 2.

Néanmoins, l'Université de La Réunion se rapprochera de l'Université de Bordeaux 2 pour formaliser les conditions de recours par ces internes aux services de l'Université de La Réunion.

Par une annexe à ladite convention cadre, l'Université de La Réunion et l'Université de Bordeaux 2 détermineront notamment les modalités d'accès au plateau de recherche de l'Université de La Réunion ainsi que les conditions de suivi d'enseignements proposés par l'Université de La Réunion (DU, DIU).

La liste des terrains de stage est transmise par la direction des affaires médicales du C.H.U. au Directeur de l'U.F.R. Santé

---

<sup>1</sup> Personnels sous contrat d'enseignant vacataire



La liste nominative des internes, ou des étudiants étrangers de troisième cycle, affectés dans ces services, est transmise, semestriellement, par la direction des affaires médicales du C.H.U. au directeur de l'U.F.R. concernée. Des conventions spécifiques fixent les conditions dans lesquelles les internes inscrits à l'U.F.R. concernée peuvent effectuer les stages extra-hospitaliers prévus par la réglementation.

#### **Article 9 – Les agents “ B.I.A.T.S.S. ” :**

La liste des agents bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniques, de service et de santé (B.I.A.T.S.S.) de l'Université de La Réunion, éventuellement amenés à exercer tout ou partie de leur activité dans des locaux relevant du C.H.U. , est établie et actualisée chaque année par la Direction des Ressources Humaines de l'Université de La Réunion, pour être communiquée au Directeur Général du C.H.U. de La Réunion.

De même, la liste des personnels hospitaliers éventuellement amenés à exercer tout ou partie de leur activité dans les locaux dépendant de l'Université de La Réunion, est établie et communiquée au Président de l'Université et au Directeur de l'U.F.R. Santé par le Directeur Général du C.H.U. Cette liste fera l'objet d'une actualisation annuelle.

#### **Article 10 - Respect des dispositions législatives, réglementaires et du règlement intérieur du C.H.U. :**

Les parties à la convention s'engagent à faire respecter par les personnels placés sous leur autorité les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et les règlements intérieurs applicables dans les locaux dépendant de l'autre partie, notamment pour les prescriptions relevant de l'hygiène et de la sécurité. A ce titre, elles s'engagent à se transmettre réciproquement le “ document unique ” d'évaluation des risques professionnels.

Dans les mêmes conditions, les parties échangeront, dans le respect des textes en vigueur relatifs au traitement des données à caractère personnel :

- La liste des personnels suivis dans le cadre d'une réglementation spécifique ;
- Les résultats de l'analyse des risques professionnels ;
- La liste des personnels spécialement suivis parce qu'éventuellement exposés à de tels risques.

Pour ce qui concerne plus particulièrement l'intervention de ses personnels dans les locaux de l'hôpital, l'Université de la Réunion prend toutes les mesures utiles pour que leurs activités se déroulent sans nuisance, ni désagrément pour les patients, le personnel et les visiteurs de l'hôpital.

Elle exercera une vigilance toute particulière (actions d'information, de sensibilisation ...) pour que ses personnels ou ses étudiants amenés à être en contact avec les patients de l'hôpital portent la plus grande attention au respect des droits des patients, tels qu'ils ressortent notamment, du code de la santé publique.

*Handwritten signature: N.R. PG*

Un règlement intérieur du C.H.U. fixe :

- Les conditions de séjour et de circulation, d'une part, sur les terrains et les bâtiments ou services hospitaliers, des étudiants et des personnels de l'Université non régis par la présente convention et d'autre part, dans les locaux universitaires, des personnels hospitaliers non régis par la présente convention;
- Les conditions dans lesquelles le Directeur de l'U.F.R. Santé et les Directeurs d'hôpital assurent la sécurité et l'ordre à l'intérieur de chaque site concerné.

#### **Article 11 - Mise à la disposition de personnels :**

Dans le cas de mise à disposition de personnels entre les parties à la convention, celle-ci s'effectuera dans les conditions fixées par les textes en vigueur par voie réglementaire et/ou fera l'objet, le cas échéant, d'une convention spécifique définissant les modalités de remboursement des salaires, charges et indemnités des personnels mis à disposition.

#### **Article 12 – Accès aux services collectifs des parties :**

Des conventions particulières réguleront l'accès des personnels de l'une ou l'autre partie à des services collectifs mis en œuvre par l'autre partie (services de restauration, parkings...).

### **TITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES LOCAUX ET A L'UTILISATION DES MATERIELS**

#### **Article 13 - Immobilier / matériel :**

##### **Article 13.1. - Les locaux mis à disposition :**

Les locaux affectés à l'enseignement et à la recherche sont destinés à permettre aux enseignants, aux personnels hospitaliers concernés et aux chercheurs d'y exercer leurs activités de formation et de recherche.

Les parties s'engagent à dresser un inventaire initial de leur patrimoine respectif, mis à disposition de l'autre partie, dans le cadre d'une convention patrimoniale.

La mise à jour dudit inventaire se fera par des conventions d'occupation ou des avenants à ces conventions précisant l'utilisation et la gestion des locaux ou des bâtiments faisant l'objet, par une partie, d'une mise à disposition au profit de l'autre partie.

Ces conventions d'occupation des locaux et bâtiments ainsi que leurs avenants éventuels seront signés par le Directeur Général du C.H.U. et le Président de l'Université de La Réunion et co-signés par le Directeur de l'U.F.R. Santé.

Ces conventions et avenants devront être approuvés par les instances délibérantes du Centre Hospitalier Régional de La Réunion et de l'Université de La Réunion.

Pour les locaux, bâtiments ou terrains, les conventions d'occupations ou les avenants préciseront l'appellation, la nature de l'activité s'y déroulant, le site hospitalier ou universitaire d'implantation, sa localisation précise, la superficie des locaux, des bâtiments ou des terrains, ainsi que la durée de cette mise à disposition.

Les locaux, bâtiments ou terrains mis à disposition par l'une ou l'autre des parties restent leur propriété et demeurent soumis à la réglementation qui leur est respectivement applicable.

Les locaux, spécifiquement dédiés à l'enseignement au sein du C.H.U., sont mis à la disposition de l'Université de La Réunion pour les besoins de ses enseignements, sur simple réservation, conformément au règlement intérieur du C.H.U.

#### Article 13.2. – Les matériels mis à disposition :

Dans le cadre de la convention patrimoniale mentionnée à l'article 13-1, il sera établi un inventaire des matériels de l'Université de La Réunion mis à disposition du C.H.U. de La Réunion ainsi qu'un inventaire des matériels et équipements du C.H.U. de La Réunion mis à la disposition de l'Université de La Réunion.

### **TITRE IV - DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### Article 14 - Dispositions financières générales :

Les dispositions financières s'appliquant aux parties sont celles prévues par les articles R. 6142-12 et suivants du code de la santé publique. Elles sont précisées à l'occasion de la conclusion de la convention patrimoniale spécifique visée à l'article 13.1.

#### 14.1. – Prise en charge des frais d'exploitation :

La prise en charge des dépenses d'exploitation et, le cas échéant, d'amortissement, relatives aux biens immobiliers mis à disposition de l'autre partie sera fondée sur les principes suivants :

- La répartition budgétaire des coûts de fonctionnement, d'entretien et, le cas échéant, d'amortissement, entre les parties, en fonction de la superficie des locaux mis à disposition ;
- La possibilité pour le propriétaire de prendre en charge directement les dépenses relatives à l'activité de l'occupant, reconnues non isolables, dans la mesure de l'existence d'un versement forfaitaire compensatoire (ou de toute autre contribution, en nature ou service, d'un montant équivalent) par l'occupant.

Les modalités de cette prise en charge des dépenses d'exploitation seront précisées par la convention patrimoniale mentionnée à l'article 13.1. de la présente convention constitutive.

#### 14.2. – Prise en charge des travaux :

La prise en charge financière des travaux touchant les différents locaux et bâtiment visés à l'article 13.1. de la présente convention étant tributaire de leur implantation et des modalités de leur utilisation, les parties conviennent de les définir et d'organiser cette prise en charge selon les principes suivants :

- Le propriétaire des locaux assure et prend en charge tous les travaux normalement dus par le propriétaire (ex. travaux de grosses réparations et d'aménagement) ;
- En fonction de chaque cas particulier, les parties conviendront des modalités pratiques de prise en charge des autres dépenses de travaux. Ainsi, ces dernières seront conjointement à la charge de l'Université de La Réunion et du C.H.U. selon une clé de répartition que les parties définiront au cas par cas, en fonction de l'usage qu'elles ont de ces locaux ou bâtiments ;
- Toutefois, en fonction de chaque cas particulier (durée d'occupation, importance des surfaces occupées par chaque partie), une convention spécifique pourra convenir d'adapter ces principes pour que la répartition de la prise en charge de ces deux catégories de travaux reste financièrement équitable.

Les modalités de cette prise en charge des travaux seront précisées par la convention patrimoniale mentionnée à l'article 13.1. de la présente convention constitutive.

Le cas échéant, des établissements publics scientifiques et technologiques (E.P.S.T.) ou d'autres organismes de recherche ayant passé une convention d'association au fonctionnement du C.H.U. pourront également, suivant des modalités à définir, occuper des parties de ces locaux selon des conventions patrimoniales spécifiques conclues avec le propriétaire ou l'affectataire du bâtiment ou du local.

### **TITRE V - RESPONSABILITES RECIPROQUES DES PARTIES**

#### **Article 15 – Responsabilité civile :**

Le propriétaire ou l'affectataire d'un local ou d'un bâtiment mis à disposition de l'autre partie n'est nullement responsable des dommages survenant du fait des activités menées par l'occupant, par ses personnels ou par des tiers, dont il aura accepté la présence dans ces locaux et dont seraient victimes des personnes et des biens, au sein de ces locaux.

En cas de dommage consécutif à un défaut d'entretien des locaux ou à un défaut de réalisation de travaux indispensables relevant soit des obligations de l'occupant, soit des obligations du propriétaire, ce dommage sera à la charge de la partie défaillante.

Le propriétaire ne pourra, en aucun cas, être tenu pour responsable des vols et/ou dégradations survenant dans les locaux mis à la disposition de l'autre partie.

La partie à la convention, occupant un local ou bâtiment mis à disposition par l'autre partie, lui apporte sa garantie, contre les risques de toute nature encourus dans les locaux mis à disposition, du fait de ses activités, de ses personnels et bénévoles et de ses matériels ou équipements.

La réparation des dommages définis aux articles R.6142-14 et 15 du code de la santé publique causés aux biens et aux personnes, à l'occasion des activités de l'une des parties ou des personnes dont elle a la responsabilité, au sein des locaux de l'autre partie, est supportée par la partie à l'origine du dommage.

La partie, dont relève la personne responsable du dommage, prend directement en charge la réparation des dommages.

La réparation des dommages causés par les personnes relevant alternativement des deux parties relève de l'établissement, pour le compte duquel elles exerçaient leur activité ou leur formation, au moment des faits.

#### **Article 16 - Assurances**

L'Université et le C.H.U. déclarent avoir souscrit une police d'assurance couvrant les dommages que leurs personnels et/ou leurs biens meubles ou immeubles peuvent causer à l'autre partie dans les conditions définies à l'article 15.

Les parties se communiqueront à chaque début d'année civile, l'attestation d'assurance faisant apparaître l'étendue de la couverture ainsi que les plafonds d'indemnisation.

### **TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 17 – Conventions particulières :**

En tant que de besoin, la présente convention pourra être complétée par une ou des conventions particulières, afin de traiter toute question non expressément réglée par la présente convention, notamment en ce qui concerne les services ou structures de diagnostic et de soins du C.H.U. de La Réunion, placés en dehors de l'application de l'article L 6142 et suivants du code de la santé publique, ou en cas d'évolution de la législation ou réglementation.

*N.R. PG*  
*mc*

### **Article 18 – Avenant à la convention :**

Les parties conviennent expressément que tous les documents annexés à la présente convention en font partie intégrante et forment, avec celle-ci, un ensemble indivisible.

Les dispositions de la présente convention et de ses annexes ne pourront être modifiées ou complétées que par voie d'avenant écrit, dûment signé par les représentants légaux de l'Université de La Réunion et du C.H.U. de La Réunion.

### **Article 19 - Durée - dénonciation – résiliation de la convention constitutive du Centre Hospitalier Universitaire :**

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans et prend effet à compter de sa signature par les parties.

Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, moyennant l'observation d'un préavis de quatre mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect avéré du caractère bipolaire du Centre Hospitalier Universitaire et de la règle de répartition la plus équilibrée possible de l'organisation des soins, de l'enseignement et de la recherche, - constituant les principes fondateurs du C.H.U. énoncés en préambule, il pourra être mis fin à la présente convention, si aucune solution n'était trouvée entre les parties, après concertation et recours au dispositif d'arbitrage prévu à l'article 20 de la présente convention. ”

“ Dans une telle hypothèse, le C.H.R. et l'Université de La Réunion s'efforceront, autant que possible, de prendre toutes mesures utiles, afin de ne pas compromettre les actions de formation ou de recherche en cours ainsi que les engagements éventuellement pris par ailleurs par chacun des deux établissements. ”

La présente convention peut, en outre, être résiliée à la demande de l'une des parties, en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs obligations prévues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation ne deviendra effective qu'après la mise en œuvre de la procédure de conciliation prévue à l'article 20.

La demande de résiliation sera notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et la résiliation ne pourra, dans tous les cas, intervenir qu'à l'issue d'un délai de quatre mois suivant la notification.

C.H.R. PG  
MC

## **Article 20 - Conciliation – Litiges :**

Les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour tenter de résoudre par la concertation les éventuels différends nés de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

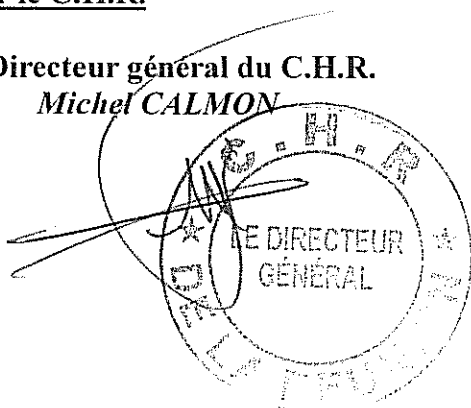
En cas de persistance d'un différend relatif à l'application de la présente convention et conformément aux dispositions de l'article L. 6142-11 du code de la santé publique, une commission de conciliation est réunie, afin de proposer un arbitrage. Cette commission est composée par le Préfet ou par son représentant, le Directeur de l'U.F.R. Santé ou par son représentant et par le Directeur Général du C.H.U. ou par son représentant.

A défaut d'accord intervenu devant cette commission, il est statué par décision commune des Ministres en charge de l'enseignement supérieur et de la santé, dans les conditions déterminées par voie réglementaire.

**FAIT A SAINT-DENIS DE LA REUNION, LE 29 FEV. 2012**  
**EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX.**

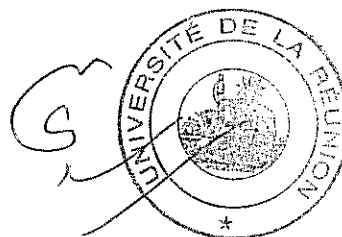
### **Pour le C.H.R.**

**Le Directeur général du C.H.R.**  
**Michel CALMON**

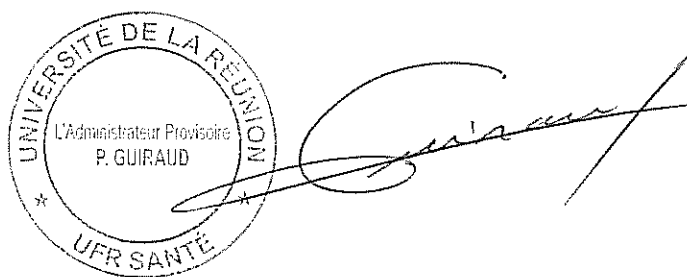


### **Pour l'Université de La Réunion**

**Le Président de l'Université de La Réunion**  
**Pr Mohamed ROCHDI**



**L'Administrateur de l'U.F.R. Santé**  
**Pr Pascale GUIRAUD**



*(à apposer les cachets des établissements)*

## **ANNEXE 1 – LISTE DES DEPARTEMENTS HOSPITALO-UNIVERSITAIRES**

**DHU 1 – PERINATALITE**

**DHU 2 – PATHOLOGIES CHRONIQUES ET METABOLIQUES**

**DHU 3 - MALADIES INFECTIEUSES ET IMMUNO-PATHOLOGIE**

**DHU 4 – CHIRURGIE ET SOINS CRITIQUES**

*J.R. PG*